

**Accord national interprofessionnel**

IDCC : 1500. – **RETRAITE DES SALARIÉS  
NON CADRES  
(15 mars 1988)**

*(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)*  
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,  
*Journal officiel* du 30 juin 1988)

---

**AVENANT DU 2 DÉCEMBRE 2005**  
**RELATIF À LA MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 22 B**

NOR : *ASET0650010M*  
IDCC : *1500*

---

Le texte du chapitre VIII de la délibération 22 B est désormais le suivant :

« VIII. – Salariés concernés par l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale : travail à temps partiel, temps de travail forfaitaire rémunéré à un niveau inférieur à celui d'une activité à temps plein...

Les salariés pour lesquels les cotisations d'assurance vieillesse sont calculées, en vertu de l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale, sur la base de la rémunération correspondant au temps plein, peuvent obtenir auprès du régime faisant application de l'accord du 8 décembre 1961 des points de retraite calculés sur la même base.

La décision, visant à cotiser sur la base des rémunérations reconstituées à temps plein, a un caractère individuel, c'est-à-dire nécessite l'accord de l'employeur et de chaque salarié concerné.

Ce dispositif n'est pas applicable aux participants en situation de retraite progressive. »

Fait à Paris, le 2 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO ;

CGT.